

La Grande-Bretagne et le Commonwealth par Geneviève Tabouis (RTL, 5 janvier 1969)

Source: RTL, Paris, 22, rue Bayard.

Inédit-Geneviève Tabouis: "Mardi, réunion du Commonwealth" / Geneviève Tabouis.- Paris: RTL [Prod.], 5 janvier 1969. RTL, Paris. - SON (07:05, Montage, Son original).

Copyright: (c) Archives RTL

URL: http://www.cvce.eu/obj/la_grande_bretagne_et_le_commonwealth_par_genevieve_tabouis_rtl_5_janvier_1969-fr-ab377b11-d274-4ae2-992a-284d173c173c.html

Date de dernière mise à jour: 04/09/2012

La Grande-Bretagne et le Commonwealth par Geneviève Tabouis (RTL, 5 janvier 1969)

[Journaliste] « L'Empire, un vieil homme malade, se penche sur son passé ». C'est ainsi que mardi matin nos confrères britanniques, qui ont la dent dure, pourront légèrer les premières photographies de la réunion du Commonwealth. Le cérémonial date de la reine Victoria, mais les problèmes sont aussi différents que les hommes qui représentent aujourd'hui l'Empire britannique ou plus exactement le Commonwealth. Et mardi, sur les marches de Marlborough House, aux côtés d'Harold Wilson, le travailliste, le pragmatiste, poseront vingt-huit chefs d'États : les Africains en boubou, les chefs des Antilles ou des lointains dominions – ce sont aujourd'hui des simples comptoirs – ceux d'Asie, des hommes d'État aussi différents que l'impitoyable monseigneur Makarios ou que le Kennedy canadien, Pierre Elliott Trudeau. Et pour se faire une idée de la marge historique qui sépare l'Empire victorien du Commonwealth déchiré au Nigeria, à Gibraltar ou en Rhodésie, il suffit d'écouter encore Pierre Elliott Trudeau, le Premier ministre canadien. À son arrivée à Londres, il a eu quelques mots aigres-doux pour le général de Gaulle, mais il a aussi déclaré devant les caméras de la BBC, l'antenne officielle du Royaume-Uni : « Le Canada ne quittera pas le Commonwealth parce qu'il est toujours commode de faire partie d'un club et qu'avant de supprimer une organisation existante, il faut d'abord savoir si on pourrait la remplacer par une meilleure. » Or, le Canada était il y a quelques mois encore l'un des plus fidèles associés du Commonwealth. Cette conférence va durer dix jours. Elle n'avait pas eu lieu depuis deux ans et elle aura un ordre du jour si varié et si lourd que chacun séparément sur chacun des problèmes aura trop ou trop peu à dire. Cependant, pour les observateurs, cette conférence du Commonwealth aura au moins le mérite de faire le point sur les intentions diplomatiques de la Grande-Bretagne. C'est d'ailleurs maintenant le sujet de notre Inédit international de la semaine par Geneviève Tabouis.

[Geneviève Tabouis] Notre Inédit international de la semaine est un mémoire étonnant écrit pour son gouvernement par l'un des meilleurs observateurs des pays du Commonwealth, à l'occasion de la conférence du Commonwealth qui commence à Londres mardi. Cet Inédit traite de celle dont on ne parle pas : la Grande-Bretagne qui continue cependant à jouer un rôle décisif et méconnu dans l'ensemble de la politique internationale. Aussi, sans prendre à mon compte les constatations de ce mémoire, elles sont assez intéressantes pour mériter d'être largement citées. L'action de la Grande-Bretagne qui est beaucoup plus négative que constructive ne s'accommode d'aucun règlement définitif dans aucune région du monde parce que les Britanniques estiment qu'une situation d'équilibre international et d'équilibres régionaux plus stables qu'aujourd'hui ne lui permettraient plus de tenir la même place. Dans trois cas d'une brûlante actualité, cette action de Londres a été et demeure essentiellement négative et, par-là même, foncièrement opposée à celle de la France : le conflit vietnamien, le problème du Moyen-Orient et la crise monétaire internationale. Les dirigeants britanniques emploient à l'égard des Américains le même argument pour justifier leur attitude : tout règlement stable d'un de ces problèmes d'équilibre, même sur le plan monétaire par exemple, ne pourrait que profiter à l'URSS d'une manière ou d'une autre et rompre l'équilibre général en sa faveur. Dans l'affaire du Vietnam, les réseaux de renseignement anglais, leur arme principale sur le plan international, ne cessent de fournir à l'allié américain des rapports alarmants sur les conséquences pour toute l'Asie de ce que Londres appelle « une capitulation de l'Amérique à Paris et une trahison de ses partenaires vietnamiens ». Cependant, d'après notre Inédit, Londres considérerait que désormais le front vietnamien, qui devra s'éteindre peu à peu, n'est plus un bon terrain pour affirmer l'action britannique et le rôle du cabinet travailliste dans le monde. Par contre, l'affaire du Moyen-Orient est loin de devoir s'apaiser. Selon les experts de l'ancien Colonial Office de Londres et ceux de monsieur Wilson, les intérêts britanniques sont encore beaucoup plus importants dans cette partie du monde qu'en Asie. D'abord parce que partout où les Américains ont imposé leur influence, les Britanniques sont restés auprès d'eux pour partager leurs décisions. D'autre part, ce sont les travaillistes britanniques qui contrôlent toujours, pour le compte de la deuxième Internationale socialiste, partis et mouvements travaillistes d'Israël et des pays arabes où ils forment une force d'opposition très appréciable. Dans ces conditions, on comprend, ajoute notre Inédit, que les Britanniques continuent à rejeter l'idée d'une paix au Moyen-Orient qui serait l'aboutissement de la concertation et de l'accord des quatre grands, France et URSS compris, Londres souhaitant plutôt imposer à cette région une paix anglo-saxonne. Longtemps, Londres a cru possible d'obtenir ce résultat par des négociations directes entre Israël et la Jordanie où l'influence britannique est restée très grande. Et c'est ce qui explique l'insistance à parler de négociations directes, aussi bien de la part de monsieur Eban que de

celle du général Dayan. Aujourd'hui, les choses paraissent tourner autrement mais, d'après notre Inédit, Londres n'a pas renoncé à ses idées et à ses plans. Espérons que le Liban, maintenant que l'attaque de Beyrouth l'a vraiment fait entrer dans la guerre, sera tenté à son tour d'en sortir par la négociation directe avec les dirigeants israéliens que le cabinet de Londres compte pouvoir inspirer très secrètement, au-delà même des influences américaines qui peuvent s'exercer à Tel Aviv. Ainsi, conclut notre Inédit, la Grande-Bretagne maintient, contre le sens de l'histoire, sa politique traditionnelle qui profite à la fois de l'immense réseau de renseignement, d'action et d'influence que Londres a conservé, du réseau assez puissant que les travaillistes ont tissé sous couvert de l'Internationale socialiste et, avant tout, des liens spéciaux que Londres entend maintenir avec Washington, exactement comme un homme qui se noie et tient son sauveteur par le cou en lui imposant sa volonté. Et c'est le mot de la fin de notre Inédit, que la Grande-Bretagne organise toutes ses faiblesses et jusqu'à ses impuissances en véritable force politique internationale.